

Pour plus de concurrence dans les médicaments

Une «alliance libérale» veut limiter le rôle de l'Etat. Et en finir avec la guérilla pour faire baisser les prix

Pharmaciens, grossistes et petits fabricants de médicaments (les PME) lancent un cri d'alarme: plus rien n'irait sur ce marché, qui occasionne près de six milliards de francs par année à la charge de l'assurance obligatoire des soins - soit un franc sur cinq. Ils ont uni leurs forces sous la bannière d'une Entente pour un système de santé libéral. Ce groupe prétend faire résonner une voix différente de celle des géants de la branche, défendus par la Interpharma. Dans la cour des lobbys, c'est un peu David face à Goliath.

L'Entente dénonce une fixation des prix des médicaments «opaque», «trop lente», «inéquitable» et «défavorable aux patients». Elle réclame moins d'interventionnisme étatique et davantage de concurrence, a expliqué hier à Berne Andreas Faller, administrateur de ce groupe, après avoir été cadre à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

On comprend vite que derrière ces principes généraux, l'Entente attaque les efforts de la Confédération pour arracher des baisses de prix sur les médicaments vendus en Suisse. Baisses que le Surveillant des prix pour la Confédération juge régulièrement insuffisantes. Marcel Mesnil, de la Société suisse des pharmaciens, se désole: «Pouvoirs publics et assureurs sont obnubilés par les baisses de prix sans voir que l'approvisionnement en médicaments sur un si petit marché est menacé par cette approche réductrice.»

A trop écraser les marges, explique le groupe, des médicaments pourraient un jour ne plus être fabriqués ou ne plus être vendus en Suisse. Peu importe qu'ils présentent un bon rapport qualité-prix. Cette mise en garde intervient au moment où l'OFSP cherche à casser les prix des génériques - 850 millions de chiffre d'affaires en pharmacies. La part de marché de ces copies à bas prix des préparations brevetées ne représente que 17% du marché en Suisse, c'est peu en comparaison internationale. Si les marges sur ces produits diminuent trop, ceux-ci pourraient être retirés du marché, suggère l'Entente.

Le groupe appelle à un dialogue «sans tabou». Questionné sur le subventionnement déguisé de la pharma au bénéfice d'un taux de change fixe franc/euro favorable, il dévie pourtant en corner. Deux poids, deux mesures?

François Modoux